

Au clair de la lutte ...



Bulletin du syndicat CGT du Conseil Général - mars 2015 - N° 18

Austérité : Ne nous trompons pas de combat !

De nos jours le contexte international est celui d'une crise économique et sociale qui va s'approfondissant (aggravation des conditions d'exploitation, chômage de masse, précarité généralisée, extension de la pauvreté).

Avec des attaques patronales et gouvernementales coordonnées par l'UE, dans plusieurs États Européens on assiste à un **retour spectaculaire de la tentation nationale, anti européenne et autoritaire donc du fascisme.**

Notre contexte politique national, est celui **hérité du quinquennat Sarkozy**, Guéant, Hortefeux. Ces sinistres politiciens ont remis au goût du jour l'identité nationale et renforcée l'idéologie sécuritaire, la xénophobie, le racisme anti musulman et anti rom.

Avec le retour en 2012 de la supposée gauche institutionnelle et la mise en œuvre de l'austérité pour les classes populaires on voit qu'un **boulevard est tracé pour l'extrême droite.**

L'extrême droite bénéficie d'une expansion idéologique sans précédent : **la xénophobie, le racisme, la haine des chômeurs et des pauvres.** L'homophobie était là lorsque l'extrême droite occupait les bas fonds des scores électoraux.

Mais de nos jours **on assiste à une banalisation de leur discours**, de leurs idées et de leur présence. C'est lié à **plusieurs facteurs convergents** :

- Le **recul de l'implantation militante** populaire dans les quartiers et les entreprises des partis de gauche et d'extrême gauche.
- **L'individualisme, le consumérisme** et le relativisme qui conduisent à une indifférence au regard du collectif donc des positions politiques.
- **Le relais de ces idées** par une partie de la population qui fait partie de l'élite médiatique.
- **L'appropriation partielle du programme du front national par l'UMP et le PS** (chasse aux sans papiers et politique anti rom).

Cette diffusion idéologique, loin de s'être traduite par une dissolution a permis de rassembler. Elle occupe désormais la rue (la manif pour tous contre le mariage homosexuel, jour de colère le 11 novembre 2013) avec les conséquences que l'on connaît : agression d'homosexuels, de musulmans (plus particulièrement de musulmanes), de militants anti fascistes. Certains y laisseront la vie.

Quelle fut la réponse de la supposée gauche gouvernementale ?

Cette réponse fut en dessous de tout :

- Recul sur la procréation médicalement assistée
- Recul sur l'écotaxe
- Laisser parader l'extrême droite radicale un peu partout en France.

Toujours portée par ce courage qui la caractérise et par une politique toujours plus à droite, **la gauche gouvernementale va soutenir le grand patronat par des subventions de niveau rarement atteint** : 20 milliards pour le pacte de compétitivité, 10 milliards pour le pacte de responsabilité et 6 milliards pour le crédit impôt recherche.

Elle poursuit par **des attaques en règle contre les salaires avec la complicité de grandes centrales syndicales** comme pour l'ANI : réforme de l'assurance chômage, démagogie envers les Roms, répression des travailleurs sans papiers et répression des mouvements sociaux.

La droite et l'extrême droite ne peuvent qu'être encouragées par **une gauche qui joue sur leur terrain.**

Mais si le FN a atteint cette position de force c'est principalement **du fait de la crise sociale, de la montée des idées réactionnaires comme on l'a vu et par une disqualification du personnel politique de l'UMP et du PS** qui apparait pour ce qu'il est, à savoir : médiocre, corrompu, arriviste, sans projet, sans éthique. Mais c'est aussi dû à la stratégie engagée depuis plusieurs années par son état major.

Depuis 1984 l'extrême droite a beaucoup évoluée avec l'arrivée de Le Pen fille. **Un travail de dédialisation a**

**JE SUIS
CHARLIE**

été opéré en profondeur. Du coup l'extrême droite s'est étendue, diversifiée et scindée.

Pour cela, le FN développe une **nouvelle ligne politique** même si certains aspects étaient déjà en place à l'époque du père :

- Un discours national fort (constante de l'extrême droite) discours nationaliste et protectionniste, hostile à l'union européenne,
- Un discours social et anti libéral (à l'opposé du FN des années 80)
- Un discours anti immigré et anti musulman (mais pas antisémite à la différence là aussi des décennies précédentes).

Mais le FN se veut également un parti moderne, ouvert, avec une femme comme principale dirigeante et porte parole, et de jeunes voire très jeunes candidats aux élections. **le FN devient un tremplin pour carrière politique.**

Le FN s'est servi de la laïcité appuyé par la peur de la différence, **la perte de vitesse de la militance progressiste et de la confusion idéologique** qui en découle, comme d'autres à droite **pour développer un discours anti musulman sous couvert de laïcité.**

Comble pour un parti d'extrême droite, le FN met en avant son ouverture aux homosexuels.

Sur plusieurs aspects **le FN passe pour plus ouvert que la droite traditionnelle.** Du coup on se retrouve avec une UMP néo libérale et conservatrice et un FN anti libéral et plus ouvert sur le plan sociétal.

L'espace libéré à la droite de la droite c'est l'extrême droite extra parlementaire et radicale qui l'occupe.

- Des groupes confusionnistes se sont développés pour jouer les anti systèmes hérités de l'alter mondialisme.
- Grâce à internet et aux réseaux sociaux, ils ont évolué en réseau « complotiste », tissent leur toile au travers d'un activisme fort et constituent la « fachosphère » (le FN y jouant également sa part) ; exemple : le succès phénoménal des vidéos postées par Soral et Dieudonné, avec plusieurs centaines de milliers de vues par vidéo.

Il ressort que la dénonciation de la mondialisation s'est muée en dénonciation de l'oligarchie (sorte de pouvoir financier invisible mondial, comploteur, soumettant les médias, les gouvernements et les peuples, ceci pour mieux sauver la mise à la bourgeoisie nationale.)

De fait, une **nébuleuse confuse et confusionniste se développe** ainsi autour de la nouvelle extrême droite extra parlementaire fournissant un vivier de recrutement de 1^{er} choix.

Ces 2 courants, extrême droite parlementaire et extrême droite extra parlementaire, même s'ils sont concurrents, entretiennent tout naturellement des liens et se développent sur des positionnements complémentaires dans une situation sociale et politique complètement bouchée.

Ce sont **la détresse sociale, les peurs** (de la différence, du déclassement social) **l'éclatement des repères et la perte de confiance dans les luttes collectives qui nourrissent les extrêmes droites.** Lutter contre l'extrême droite suppose de **lutter contre toutes les formes de domination, d'exploitation et d'oppression.**

Quand l'extrême droite s'immisce dans nos combats collectifs pour y développer ses thèses et semer la confusion, **il est crucial de la pourchasser** et que sa présence soit comprise par le plus grand nombre comme quelque chose d'intolérable.

La lutte anti fasciste doit s'imposer comme une composante explicite de nos mobilisations, **aucun combat ne peut être porteur d'émancipation s'il tolère le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et l'homophobie.**

Le FN investit fortement le terrain du social, de la défense de la laïcité, des services publics, de la République. Mais ce positionnement constitue une façade qui ne remet pas en cause les principes directeurs du programme du front national qui reste d'essence libérale en matière économique et sociale.

La CGT défend les intérêts des salariés, le FN défend ceux des possédants et du grand patronat même s'il tente d'apparaître comme une solution pour ceux qui sont en difficulté. Le FN conditionne les droits des salariés en fonction de leur nationalité, la CGT défend des valeurs universalistes : les salariés ont tous les mêmes droits quelle que soit leur nationalité.

Les statuts de la CGT indiquent que l'organisation agit contre les discriminations de toutes sortes, le racisme, la xénophobie, et toutes les exclusions. Le FN lui, en opposant travailleurs français et immigrés, cherche à les détourner de la question essentielle qui est celle de la répartition inégale des richesses. Il sert ainsi les intérêts du MEDEF.

La CGT appelle donc les salariés à ne pas se tromper de combat !